L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 31 JANVIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 31 JANVIER 1850.

IMPOT SUR LES PROPRIÉTÉS RURALES SITUÉES DANS LA PAROISSE D'ORLEANS.

Un mémoire important a été présenté ou doit être présenté incessamment à la Législature. Les signataires de la pétition demandent une répartition plus équitable de l'impôt. Ils sont domiciliés dans les limites incorporées de la Nlle-Orléans, mais comme leurs propriétés sont situées en dehors de la ville proprement dite, en dehors même des faubourgs, elles peuvent et doivent être considérées comme des biens ruraux. Cependant elles sont frappées d'un impôt égal à celui qui pèse sur les propriétés urbaines.

Est-ce juste ? demandent les pétitionnaires. Nous n'avons ni l'éclairage, ni le pavage, ni la protection des gardes de nuit, et nous payons autant que ceux qui jouissent de ces avantages.

Les auteurs du mémoire ne se plaignent peut-être pas à tort. Il est évident que l'impôt a eu but spécial et qu'il doit être plus considérable dans les villes que dans les campagnes, par la raison toute simple que dans celles-là l'administration est plus compliquée et plus coûteuse. Une ville doit être pavée, éclairée, protégée par la police ; les biens ruraux n'exigent pas une pareille sollicitude. Qu'importe d'ailleurs qu'ils soient situés dans les limites incorporées d'une ville ? S'ils ne jouissent pas des privilèges de la cité ils doivent échapper à une partie de l'impôt et supporter un fardeau moins lourd que les propriétés urbaines.

Ceci nous paraît si clair que nous n'essayerons même pas une démonstration. Il ne suffira pas de ranger parmi les propriétés rurales les biens situés en dehors des faubourgs d'une ville et en pleine campagne ; il faut aussi les traiter comme telles, autrement ce serait une pure question de mots. Une propriété est rurale de fait du moment qu'elle ne jouit pas du bénéfice de l'administration municipale. Les briqueteries et les sucreries comprises dans les limites incorporées de la Troisième Municipalité seraient peut être des propriétés urbaines à cause de leur position ; mais le sont-elles de fait ? Non, puisqu'elles ne participent à aucun des avantages de la ville.

Il n'y a pas de justice à faire peser, par exemple, sur les plantations de Chef-Menteur et du bas du fleuve une partie des frais d'éclairage et de pavage de la Troisième Municipalité. C'est ce que la Législature elle-même et l'ancienne Cour Suprême ont plus d'une fois décidé, mais le nouveau tribunal d'appel a jugé convenable de méconnaître ces décrets et décisions et a maintenu le privilége de la Troisième Municipalité. Celle-ci, qui avait abrogé ses ordonnances contre les propriétés rurales le 2 avril 1845, pour se conformer à la loi, les a remises en vigueur le 29 décembre de la même année dans l'espoir que la nouvelle Cour Suprême lui serait propice. Elle l'a été, en effet, et un jugement d'appel a tout d'abord condamné les religieuses du Couvent des Ursulines au paiement de l'impôt municipal.

Les auteurs du mémoire prétendent hautement contre cette décision qu'ils trouvent inique. En payant une taxe égale à celle dont sont frappées les propriétés situées dans la ville et les faubourgs, ils devraient au moins jouir des avantages qui motivent l'imposition de cette taxe, mais il n'en est rien. Ils sont obligés d'avoir une police à eux et de construire eux-mêmes leurs chemins.

Voici un fait qui démontre que les auteurs du mémoire ont peut-être raison de se plaindre. Une habitation située dans la paroisse St-Bernard, sur la ligne limitrophe de la paroisse d'Orléans, paie une taxe de paroisse de 1 pour mille, tandis qu'une autre habitation située sur la même ligne, mais dans la paroisse d'Orléans, paie une taxe municipale de 20 pour mille. Pourquoi cette différence ? L'impôt ne devient il pas inique lorsqu'il est réparti avec aussi peu de mesure et aussi peu d'équité ? Pourquoi une habitation située dans la paroisse St-Bernard a-t-elle *droit à trois mille* seulement de la Nlle Orléans ne prélève-t-elle pas de taxes municipales tandis qu'une plantation située à Chef Menteur *a vingt mille* de la ville, est obligée d'en payer ? L'une et l'autre sont exclues des privilèges et des avantages de la ville ; l'une et l'autre devraient échapper à la taxe municipale. Est-ce que par hasard le planteur de Chef Menteur serait obligé de payer une partie des frais d'éclairage et de pavage de la Nlle-Orléans ?

Nous espérons que la Législature prendra en sérieuse considération le mémoire dont nous venons de nous occuper et mettra un terme à l'abus criant qu'il signale.

LES COTONS A LIVERPOOL

Le télégraphe nous a transmis avant hier une singulière nouvelle apportée par le *Niagara*. Il s'agit d'une erreur de 30,000 balles commise dans les tableaux des courtiers de Liverpool. Cette erreur aurait été découverte le 31 décembre, que le stock reconnu sur la place comptait 30,000 balles de plus qu'on ne pensait.

Notre rédacteur du bulletin commercial, expert dans ces matières, fait observer avec raison que cette prétendue erreur est inexplicable. Autrefois, lorsque le stock s'élevait à la fin de la saison à 600,000 et même à 900,000 balles, le déficit soit en plus soit en moins, après vérification faite, ne dépassait jamais cinq ou dix mille balles. Une pareille différence sur un million est fort minime ; mais que signifie le chiffre énorme qui constituait le surplus du stock à Liverpool le 31 décembre dernier !

Ici, à la Nouvelle-Orléans, sur 1,200,000 balles reçues, la vérification du stock qui a lieu à la fin d'août n'a jamais indiqué une erreur, soit en plus soit en moins, de plus de deux mille cinq cents balles. Il est étonnant que les Anglais aient pu se tromper aussi complètement, surtout dans un moment où le stock se maintient au-dessous de quatre cent mille balles. Une erreur de quatre-vingt mille balles ou de *vingt-cinq pour cent*, n'a que cela ! A-t-elle été commise sans intention ? Le rédacteur de notre bulletin commercial en doute, et bien que nous soyons loin de posséder son expérience, le simple bon sens nous porte aussi à en douter.

Les courtiers de Liverpool voyant la hausse continuer ont voulu sans doute arrêter ce mouvement ascensionnel et ont inventé la monstrueuse erreur en moins de quatre-vingt mille balles dans l'espoir que le marché s'en ressentirait et que les prix tomberaient. Ils ont à moitié réussi. Les détenteurs de Liverpool, appréhendant que le stock était beaucoup plus considérable qu'ils ne le pensaient, n'ont pas tenu la main aussi haut qu'ils l'eussent fait dans toute autre circonstance. La hausse a continué mais elle n'a été que d'un huitième de penny tandis qu'elle eût probablement monté à trois-huitièmes sans l'habileté des courtiers-spéculateurs.

LA MALLE.—La malle-poste n'est encore embourbée de l'autre côté de Mobile. En pareil cas, nous sommes forcés de livrer à nos abonnés un journal sans nouvelles.

THEATRE D'ORLEANS.—L'opéra de Verdi, qui a eu si beau succès parmi nous, attirera encore aujourd'hui à la salle d'Orléans la foule des soirées précédentes. Interprétée magnifiquement par les artistes de notre troupe lyrique, *Jérusalem* restera dans le répertoire comme une pièce à succès.

M. ADRIEN.—Cet habile prestidigitateur nous quitte pour aller donner quelques représentations à Mobile où il est impatiemment attendu. Il avait eu d'abord l'intention de se fixer pendant quelques jours à la Nlle Municipalité, mais il a dû renoncer à ce projet pour le moment faute d'un local convenable. L'absence de M. Adrien durera quelques semaines et le 27 février il commencera une série de représentations de l'autre côté de la rue du Canal.

LE CHOLERA A ST LANDRY. — Nous voyons dans la *Gazette des Opelousas* que le choléra vient d'éclater à Washington, dans la paroisse St Landry, et qu'il y a déjà fait plusieurs victimes. Plus des deux tiers des personnes atteintes de la maladie en ont succombé. Il y a eu dans le village huit décès dans l'espace d'une semaine.

BOURRASQUE.—Une violente bourrasque s'est fait sentir il y a une semaine dans la paroisse Ste-Marie. Un grand nombre de petites maisons en bois ont été renversées et des granges détruites et des hangars. Une femme ayant été atteinte par une poutre a été assez grièvement blessée et un enfant a eu la jambe cassée.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE
TRANSMISE A L'ABEILLE.

Baltimore, 28 janvier.

MARCHÉ DE NEW-YORK. — Il y a eu une légère dépression sur le marché au coton aujourd'hui : il ne s'est vendu que 800 balles. La farine est calme, et le port tend à la baisse ; le maïs vaut 60 à 61 cents. Point de changements dans les prix des provisions. Des ventes de graisse fraîche ont eu lieu à 6 3/4 : on en a pris 3,000 barils. Les prix des mélasses et du sucre sont à la hausse.

DESTITUTION.—Maxwell le collecteur de la Douane de New-York, a été destitué.

INCENDIE A NEW-YORK. — Dans la journée d'hier, le feu a été déclaré à la savonnerie de Litchfield ; tout l'établissement a été consumé ainsi que trente maisons adjacentes.

INCENDIE A ST-LOUIS.—Le grand moulin à farine de Buckland, à St-Louis, a été consumé dans cette même journée.

INCENDIE A PEORIA.—Dans cette fatale journée il y a eu une troisième incendie. Les imprimeries du *Champion* et du *Register*, à Péoria, Illinois, ont également été la proie des flammes. James Kirkpatrick et J. Picket, éditeurs de ces deux journaux, ont péri dans cet incendie.

PEINTURE.—Nous avons eu le plaisir de voir hier, au Café de la Bourse, deux tableaux peints par un de nos compatriotes, M. A. BAUDIER qui, nous assure-t-on, n'a jamais pris de leçons de dessin. Ces deux tableaux représentent, l'un la Vertu Erin sous la figure allégorique d'une jeune fille, l'autre un petit vendeur d'allumettes. Ce dernier est une œuvre d'imagination, conçue sans le secours d'un modèle. Ces deux tableaux soumis à l'appréciation de deux peintres distingués de cette ville ont valu à l'auteur de sincères compliments et de nobles encouragements. Les amateurs de beaux arts feront bien d'aller jeter un coup d'œil sur les toiles de notre compatriote. Quant à M. BAUDIER, nous ne saurions trop l'engager à cultiver un art pour lequel la nature l'a si heureusement doué.

AUX EDITEURS.
Du NOTARIAT.

Le projet de loi présenté par M. C. Dufour fait jeter les hauts cris aux organes du locofocoisme. Pas n'est besoin de dire pourquoi : cela se comprend aisément.

Dans mon opinion ce projet n'est pas ce qu'il devrait être, n'est pas même, j'en suis sûr, ce que son auteur voudrait qu'il fût. Si je ne me trompe, M. Dufour a rédigé non le meilleur projet possible suivant ses idées, mais celui dont il a cru avoir le plus de chances.

Toute la question se réduit donc à examiner si les dispositions de ce projet sont préférables à la loi actuelle ; et l'affirmative ne me paraît pas douteuse.

Dans l'état actuel des choses, les notaires ne tiennent leurs fonctions que sous le bon plaisir du gouverneur qui peut les déplacer tous les quatre ans.

Or, il est parfaitement absurde que des hommes ayant passé de longues années à se préparer aux difficiles et importantes fonctions du notariat, soient exposés tous les quatre ans, sans motif aucun et par le pur caprice du chef du pouvoir exécutif, à se voir enlever leur titre de notaire et voir ainsi briser leur carrière. Cette perspective seule doit naturellement éloigner les hommes les plus capables, ceux qui seraient susceptibles d'illustrer davantage la profession.

Dans les idées du projet, au contraire, la profession serait libre, accessible à tous, à la charge de fournir un cautionnement.

L'amélioration me semble manifeste—et le projet ne laisserait-il quelque chose à désirer, en l'introduisant, comme on a lieu de s'y attendre, dans la législature, qu'il ne serait pas difficile de le faire, une clause portant que nul ne pourra être notaire sans prouver en capacité—et en moralité.

De cette façon, les hommes capables entièrement sans inviter une profession à la fois honorable et indépendante, pire qu'elle serait aujourd'hui, à la merci des caprices du pouvoir.

Mais pourquoi cette autorité discrétionnaire ? C'est une garantie contre les fautes que ces fonctionnaires peuvent commettre. Au surplus, on pourrait le supprimer sans beaucoup d'inconvénients, et, en ce cas, les particuliers s'arrangeraient en conséquence ; les affaires à faire qui paraîtraient leur offrir le plus de garanties matérielles et morales.

X.

ANTILLES FRANÇAISES.

Par la goélette *Hermine*, arrivée hier, nous avons reçu des nouvelles très récentes de la Guadeloupe.

L'influence du gouverneur, colonel Hérón, a été décisive pour le rétablissement du calme et de l'ordre. Il a mieux réussi par les jaunes, il lui a suffi de se montrer pour contenir, l'exemple d'une partie de la population. Les nègres n'en continuent pas moins cependant à tonner secrètement la discorde et à entretenir l'agitation.

C'est en vain que le gouverneur a essayé de rapprocher les classes ennemies, il a trouvé une sorte rancune et un inflexible orgueil chez les jaunes montagnards. Les mêmes tentatives ont été infructueusement faites par les blancs : c'est en vain qu'ils ont proposé à leurs adversaires de renoncer, en vue des élections, à Schœlcher et à Perrinon, et de nommer de nouveaux candidats professant des opinions libérales.

Les jaunes ont tergiversé et ont fini par déclarer qu'ils n'abandonnera ent pas leurs candidats.

Outre les élections générales, les élections municipales allaient avoir lieu. Elles avaient été retardées depuis la promulgation des décrets du gouvernement provisoire, à cause des difficultés qu'offrait l'œuvre du suffrage universel.

Les blancs ont résolu de ne prendre aucune part à ces dernières élections et de retirer les candidatures qui seraient offertes à quelques-uns d'entr'eux.

Les candidats des jaunes auront pour adversaires l'abbé Charbonneau, curé de la Pointe-à-Pitre, qui est soutenu par le clergé et les frères de la doctrine chrétienne, et Alexandre Dumas, le grand romancier français.

MEXIQUE.

Une lettre du *Trait-d'Union*, journal français publié à Mexico, nous a été transmise hier. Nous reproduisons quelques faits intéressants que renferment ces numéros :

—Le docteur Millet accusé d'avoir tenté de produire un mouvement à Matamores, surpris en flagrant délit d'insurrection, et que beaucoup d'habitants de Tamaulipas considèrent comme attaqué d'aliénation mentale, a été condamné par le juge de district de Nuevo-Leon, Francisco Valdez, à deux années de *presidio*. Cette sentence a été considérée comme trop douce par ceux qui croient à la raison du Dr. Millet, et comme beaucoup trop sévère par ceux qui connaissent à fond le personnage atteint de monomanie. Il s'agit, on le voit, dans cette affaire, d'une question d'appréciation médicale sur laquelle il serait imprudent de se prononcer à distance.

—Le Souverain Congrès a décrété que le port de l'Ile de Carmen serait désormais fermé au commerce étranger, et ne serait plus ouvert qu'au commerce de cabotage. Cette décision, dont la connaissance est importante pour le commerce de l'intérieur, sera mise en application dans les 30 jours à partir du 26 décembre, pour les navires venant des ports de l'Amérique du Nord, et dans les cinquante jours, à partir de la même date, pour les navires qui viennent des ports d'Europe ou de tout autre point.

—D. Manuel G. Cosio, gouverneur de Zacatecas, dont le nom a été mêlé aux difficultés récemment survenues dans cet Etat, vient de mourir des suites de l'abellion ; ses partisans, faisant, en cette occasion, preuve d'un noble oubli, autorisé à prétendant gouverneur à prendre, sur les revenus publics, les fonds nécessaires à la translation des restes de l'ancien gouverneur et à ses obsèques dans la capitale.

—Lundi dernier, eut lieu les funérailles de M. Pena y Pena, avec toute la pompe et la solennité convenables. Un magnifique catafalque avait été dressé dans la nef principale de la cathédrale ; toutes les autorités et les étrangers, faisant, en cette occasion, preuve d'un noble oubli, autorisé à prétendant gouverner à prendre, sur les revenus publics, les fonds nécessaires à la translation des restes de l'ancien gouverneur et à ses obsèques dans la capitale.

—D. Manuel G. Cosio, gouverneur de Zacatecas, dont le nom a été mêlé aux difficultés récemment survenues dans cet Etat, vient de mourir des suites de l'abellion ; ses partisans, faisant, en cette occasion, preuve d'un noble oubli, autorisé à prétendant gouverneur à prendre, sur les revenus publics, les fonds nécessaires à la translation des restes de l'ancien gouverneur et à ses obsèques dans la capitale.

Chronique Locale.

LES CORPS DE JUSTICE.—L'affaire de l'Etat vs. Llorente, McConnell, Marie et Eagle, accusés d'avoir attenté et tenté de faire empoisonner, devait être plaidée aujourd'hui devant cette Cour ; mais l'absence de M. McConnell, ainsi que toute de plusieurs témoins et avocats, a fait prendre la résolution de remettre l'affaire à une autre époque.

—Patrick Carr et Mary Carr ont été arrêtés hier dans la rue municipalité, sous accusation de vol. Un individu suspect a été arrêté hier dans la première municipalité, sous prévention de vagabondage. Conduit au corps de garde on l'a fouillé et on a trouvé sur lui environ $100 en fausse monnaie. Il a été envoyé devant la 1re Cour de District.

Le recorder Génois a envoyé hier en prison un membre de l'honorable famille des John Smith, pour avoir volé la clé de la maison de l'hôpital.

FEUILLETON.

SUITE DES

Mémoires d'un Médecin.

LE COLLIER DE LA REINE.

La comtesse fit à Oliva le signe convenu pour qu'elle descendit le soir.

Toute joyeuse après avoir reçu cette communication officielle, Oliva rentra dans sa chambre ; Jeanne reprit ses méditations.

Briser l'instrument quand il ne peut plus servir, c'est l'habitude de tous les gens d'intrigue ; seulement, la plupart échouent, soit en brisant cet instrument de manière à lui faire pousser un gémissement qui trahit le secret, soit en le laissant assez incomplétement pour qu'il puisse servir à d'autres.

Jeanne pensa que la petite Oliva, tout au plaisir de vivre, ne pe laisserait pas briser comme il le faudrait, sans pousser une plainte.

Il était nécessaire d'imaginer pour elle une fable qui la décidât à fuir, une autre, qui lui permît de fuir très volontiers.

Les difficultés surgissaient à chaque pas ; mais certains esprits trouvent à résoudre les plus difficiles en prenant du plaisir que certains autres à fouler des roses.

Oliva, si fort charmée qu'elle fût de la société de son nouvelle amie, n'était charmée que médiocrement, c'est à dire qu'entrevoyant cette liaison au travers des voiles de la pudeur, elle la trouvait délicieuse. Mais la sincère Nicole ne dissimulait pas à son amie qu'elle eût mieux aimé le grand jour, les promenades au soleil, libres les uns et les autres, enfin de la vie, que ces promenades nocturnes et cette fiction royauté.

Les à peu près de la vie, c'étaient Jeanne, ses carrosses et son intimité ; la réalité de la vie, c'étaient de l'argent et Beausire.

Jeanne, qui avait étudié à fond cette théorie, se promit de l'appliquer à la première occasion.

En se résumant, elle donna pour thème à son entretien avec Nicole la nécessité de faire disparaître absolument la preuve des supercheries criminelles commises dans le parc de Versailles.

La nuit vint, Oliva descendit. Jeanne l'attendait à la porte.

Toutes deux remontaient la rue Saint-Claude jusqu'au boulevard désert, allèrent gagner leur voiture, qui, pour mieux les laisser causer, marchait au pas dans le chemin qui va circulairement à Vincennes.

Nicole, bien dégagée dans une robe simple et sous une ample calèche, Jeanne vêtue en ouvrière, nul ne les pouvait reconnaître. Il eu fallu d'ailleurs pour cela plonger dans le carrosse, et la police seule avait ce droit. Rien n'avait encore été découvert par elle.

En outre, cette voiture, au lieu d'être un carrosse uni, portait sur ses panneaux les armes de Valois, respectables sentinelles dont l'approche seule d'agent n'aurait osé forcer la consigne.

Oliva commença par couvrir de baisers Jeanne, qui les lui rendit avec usure.

—Oh ! que je me suis ennuyée, s'écria Oliva, je voulais courir, je voulais sauter dans les champs.

—Impossible, mon amie, de vous venir voir, tout de le faire, une chose portant que nul ne pourra être notaire sans prouver en capacité—et en moralité.

De cette façon, les hommes capables entièrement sans inviter une profession à la fois honorable et indépendante, pire qu'elle serait aujourd'hui, à la merci des caprices du pouvoir.

Mais pourquoi cette autorité discrétionnaire ? C'est une garantie contre les fautes que ces fonctionnaires peuvent commettre. Au surplus, on pourrait le supprimer sans beaucoup d'inconvénients, et, en ce cas, les particuliers s'arrangeraient en conséquence ; les affaires à faire qui paraîtraient leur offrir le plus de garanties matérielles et morales.

X.

ANTILLES FRANÇAISES.

Par la goélette *Hermine*, arrivée hier, nous avons reçu des nouvelles très récentes de la Guadeloupe.

L'influence du gouverneur, colonel Hérón, a été décisive pour le rétablissement du calme et de l'ordre. Il a mieux réussi par les jaunes, il lui a suffi de se montrer pour contenir, l'exemple d'une partie de la population. Les nègres n'en continuent pas moins cependant à tonner secrètement la discorde et à entretenir l'agitation.

C'est en vain que le gouverneur a essayé de rapprocher les classes ennemies, il a trouvé une sorte rancune et un inflexible orgueil chez les jaunes montagnards. Les mêmes tentatives ont été infructueusement faites par les blancs : c'est en vain qu'ils ont proposé à leurs adversaires de renoncer, en vue des élections, à Schœlcher et à Perrinon, et de nommer de nouveaux candidats professant des opinions libérales.

Les jaunes ont tergiversé et ont fini par déclarer qu'ils n'abandonnera ent pas leurs candidats.

Outre les élections générales, les élections municipales allaient avoir lieu. Elles avaient été retardées depuis la promulgation des décrets du gouvernement provisoire, à cause des difficultés qu'offrait l'œuvre du suffrage universel.

Les blancs ont résolu de ne prendre aucune part à ces dernières élections et de retirer les candidatures qui seraient offertes à quelques-uns d'entr'eux.

Les candidats des jaunes auront pour adversaires l'abbé Charbonneau, curé de la Pointe-à-Pitre, qui est soutenu par le clergé et les frères de la doctrine chrétienne, et Alexandre Dumas, le grand romancier français.

MEXIQUE.

Une lettre du *Trait-d'Union*, journal français publié à Mexico, nous a été transmise hier. Nous reproduisons quelques faits intéressants que renferment ces numéros :

—Le docteur Millet accusé d'avoir tenté de produire un mouvement à Matamores, surpris en flagrant délit d'insurrection, et que beaucoup d'habitants de Tamaulipas considèrent comme attaqué d'aliénation mentale, a été condamné par le juge de district de Nuevo-Leon, Francisco Valdez, à deux années de *presidio*. Cette sentence a été considérée comme trop douce par ceux qui croient à la raison du Dr. Millet, et comme beaucoup trop sévère par ceux qui connaissent à fond le personnage atteint de monomanie. Il s'agit, on le voit, dans cette affaire, d'une question d'appréciation médicale sur laquelle il serait imprudent de se prononcer à distance.

—Le Souverain Congrès a décrété que le port de l'Ile de Carmen serait désormais fermé au commerce étranger, et ne serait plus ouvert qu'au commerce de cabotage. Cette décision, dont la connaissance est importante pour le commerce de l'intérieur, sera mise en application dans les 30 jours à partir du 26 décembre, pour les navires venant des ports de l'Amérique du Nord, et dans les cinquante jours, à partir de la même date, pour les navires qui viennent des ports d'Europe ou de tout autre point.

—D. Manuel G. Cosio, gouverneur de Zacatecas, dont le nom a été mêlé aux difficultés récemment survenues dans cet Etat, vient de mourir des suites de l'abellion ; ses partisans, faisant, en cette occasion, preuve d'un noble oubli, autorisé à prétendant gouverneur à prendre, sur les revenus publics, les fonds nécessaires à la translation des restes de l'ancien gouverneur et à ses obsèques dans la capitale.

—Lundi dernier, eut lieu les funérailles de M. Pena y Pena, avec toute la pompe et la solennité convenables. Un magnifique catafalque avait été dressé dans la nef principale de la cathédrale ; toutes les autorités et les étrangers, faisant, en cette occasion, preuve d'un noble oubli, autorisé à prétendant gouverneur à prendre, sur les revenus publics, les fonds nécessaires à la translation des restes de l'ancien gouverneur et à ses obsèques dans la capitale.

—D. Manuel G. Cosio, gouverneur de Zacatecas, dont le nom a été mêlé aux difficultés récemment survenues dans cet Etat, vient de mourir des suites de l'abellion ; ses partisans, faisant, en cette occasion, preuve d'un noble oubli, autorisé à prétendant gouverneur à prendre, sur les revenus publics, les fonds nécessaires à la translation des restes de l'ancien gouverneur et à ses obsèques dans la capitale.

—Lundi dernier, eut lieu les funérailles de M. Pena y Pena, avec toute la pompe et la solennité convenables. Un magnifique catafalque avait été dressé dans la nef principale de la cathédrale ; toutes les autorités et les étrangers